

1

**REPUBLIQUE DU BENIN**  
-----  
**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**  
-----

**ORDONNANCE N° 94-001 du 16 Septembre 1994**

**portant Loi de Finances pour la  
Gestion 1994.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

**CHEF DE L'ETAT,**

**CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- VU la Loi n° 90-032 du 11 Décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin, notamment en ses articles n°s 41, 53, 68, 110 et 147 ;
- VU la Loi Organique n° 86-021 du 26 Septembre 1986 relative aux Lois de Finances ;
- VU la Loi n° 91-008 bis du 03 Octobre 1991 autorisant la ratification de l'Accord de crédit n° 2283/BEN de montant 41 300 000 DTS soit 16 643 900 000 Francs CFA relatif au deuxième Programme d'Ajustement Structurel signé entre la République du Bénin et l'Association Internationale de Développement (AID) le 12 Juillet 1991 ;
- VU le Décret n° 91-224 du 04 Octobre 1991 portant ratification de l'Accord de crédit n° 2283/BEN relatif au deuxième Programme d'Ajustement Structurel signé entre la République du Bénin et l'Association Internationale de Développement le 12 Juillet 1991 ;
- VU le Décret n° 92-57 du 06 Mars 1992 portant adoption de la nomenclature du Budget Général de l'Etat ;
- VU le Décret n° 94-66 du 29 Mars 1994 portant transmission à l'Assemblée Nationale du Projet de Loi de Finances et du Projet de Loi portant Programme d'Investissements Publics pour la Gestion 1994 ;
- VU le Décret n° 94-134 du 06 Mai 1994 portant composition du Gouvernement ;

- 2
- VU la Décision n° 91-42 HCR/PT du 30 Mars 1991 portant proclamation des résultats définitifs du deuxième tour des élections présidentielles du 24 Mars 1991;
- VU les Ordonnances n°s 94-001 du 1er Août 1994 portant Loi de Finances pour la Gestion 1994 et 94-002 du 1er Août 1994 portant Loi de Programme d'Investissements Publics ;
- VU la lettre n° 1272/PR/CAB/SP du 31 Juillet 1994 du Président de la République au Président de l'Assemblée Nationale ;
- VU la lettre n° 1273/PR/CAB/SP du 31 Juillet 1994 du Président de la République au Président de la Cour Constitutionnelle ;
- VU les entretiens de consultation accordés le 1er Août 1994 par le Président de la République successivement au Président de l'Assemblée Nationale et au Président de la Cour Constitutionnelle ;
- VU la lettre n° 437/AN/PT/SGA du 1er Août 1994 du Président de l'Assemblée Nationale au Président de la République ;
- VU la lettre n° 016/CC/PT/94 du 02 Août 1994 du Président de la Cour Constitutionnelle au Président de la République ;
- VU la Décision DCC 27-94 des 17, 22 et 24 Août 1994 de la Cour Constitutionnelle ;
- VU la lettre n° 213-C/PR/CAB du 13 Septembre 1994 du Président de la République au Président de la Cour Constitutionnelle ;
- Vu l'Avis motivé de la Cour Constitutionnelle CC-002/94 des 13 et 14 Septembre 1994 publié au Journal Officiel n° 18 bis du 15 Septembre 1994 ;
- VU les Décisions administratives du Conseil des Ministres en sa séance du 1er Août 1994 ;
- VU le Message du Président de la République à la Nation dans la nuit du 1er Août 1994 ;
- Sur Rapport du Ministre des Finances, du Ministre du Plan et de la Restructuration Economique et du Ministre chargé des Relations avec le Parlement, Porte-Parole du Gouvernement ;
- LE Conseil des Ministres entendu en sa séance du 16 Septembre 1994.

O R D O N N E

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

ARTICLE 1er

Sous réserve des dispositions de la présente Ordonnance continueront d'être opérées, pendant l'année 1994, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur :

1)- la perception des impôts, taxes, produits et revenus affectés à l'Etat ;

2)- la perception des impôts, taxes, produits et revenus affectés aux Collectivités Territoriales, aux Etablissements Publics et Organismes divers dûment habilités.

Toutes contributions directes ou indirectes autres que celles qui sont autorisées par les lois et décrets en vigueur et par la présente Ordonnance, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent sont formellement interdites, à peine, contre les fonctionnaires et agents qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en assureraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition pendant trois (03) années, contre tous Receveurs, Percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

Sont également punissables des peines prévues à l'encontre des concussionnaires, tous détenteurs de l'Autorité Publique qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation de la Loi, accordé toute exonération ou franchise de droit, impôt ou taxe publique ou auront effectué gratuitement la délivrance de produits des Etablissements de l'Etat.

Ces dispositions sont applicables aux personnels d'autorité des entreprises nationales qui auront effectué gratuitement, sans autorisation légale ou réglementaire, la délivrance des produits ou services de ces entreprises.

## ARTICLE 2

Les dispositions ci-après du Code Général des Impôts sont modifiées, complétées ou supprimées comme suit :

LIVRE PREMIER : ASSIETTE ET LIQUIDATION DE L'IMPOT

PREMIERE PARTIE : IMPOTS D'ETAT

TITRE PREMIER : IMPOTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILEES

CHAPITRE PREMIER : IMPOTS SUR LES BENEFICES INDUSTRIELS,  
COMMERCIAUX, ARTISANAUX ET AGRICOLES.

Article 13.- En cas de déficit subi pendant un exercice, ce déficit est considéré comme une charge de l'exercice suivant et déduit du bénéfice réalisé pendant ledit exercice.

Si ce bénéfice n'est pas suffisant pour que la déduction puisse être intégralement opérée, l'excédent du déficit est reporté successivement sur les exercices suivants jusqu'au troisième exercice qui suit l'exercice déficitaire.

Article 25.- Toute fraction du bénéfice imposable inférieur à 1.000 Francs est négligée.

Le taux de l'impôt est fixé à 35 % du bénéfice imposable pour les personnes physiques : exploitant individuel, associés en nom collectif, associés en commandite simple, membres de Sociétés en participation ou des Sociétés de fait, associés-gérants majoritaires des Sociétés à responsabilité limitée en ce qui concerne les rémunérations qui leur sont allouées pour leur travail effectif.

Le taux de l'impôt est fixé à 38 % du bénéfice imposable pour les contribuables autres que les personnes physiques.

Cependant :

1. Pour les activités autres que celles visées au 2. ci-dessous, le bénéfice minimum taxable est remplacé par un impôt minimum calculé conformément au barème suivant :

| Tranches de chiffre d'affaires      | Impôt minimum |
|-------------------------------------|---------------|
| de 0 à 20 Millions inclus           | 50.000        |
| de 20 à 50 Millions inclus          | 100.000       |
| de 50 à 100 Millions inclus         | 200.000       |
| de 100 à 250 Millions inclus        | 500.000       |
| de 250 à 500 Millions inclus        | 1.000.000     |
| de 500 Millions à 1 Milliard inclus | 2.000.000     |
| de 1 à 5 Milliards inclus           | 5.000.000     |
| de 5 à 10 Milliards inclus          | 10.000.000    |
| plus de 10 Milliards                | 20.000.000    |

Le reste sans changement.

## TITRE II : IMPOTS INDIRECTS

### CHAPITRE PREMIER : TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Article 223.- L'importation, la production et la revente des produits énumérés à l'annexe I peuvent être assujetties à la Taxe sur la Valeur Ajoutée sur option du redevable.

L'option qui doit être formulée avant le 30 Novembre s'exerce pour une période de 2 ans à compter du 1er Janvier de l'exercice suivant. Elle est subordonnée à l'agrément du Directeur Général des Impôts et des Domaines et se renouvelle par tacite reconduction à l'issue de la période, sauf dénonciation avant le 30 Novembre de la deuxième année.

Article 224.- Sont exonérés de la Taxe sur la Valeur Ajoutée:

1 - les affaires réalisées par les petites entreprises assujetties à la Taxe Professionnelle Unique, telles qu'elles sont définies à l'article 1084-12 ci-dessous.

(alinéas 2 à 13, sans changement).

### CHAPITRE II : TAXES SUR LES HYDROCARBURES

Article 249 bis.- Il est institué une taxe sur les hydrocarbures

Article 250 bis.- Cette taxe frappe toutes les cessions d'hydrocarbures effectuées à titre onéreux ou gratuit et réalisées en droit ou en fait aux conditions de livraison sur le Territoire du BENIN.

Article 251 bis.- Sont assimilés à des cessions les prélèvements effectués par les commerçants pour leurs besoins propres.

Article 252 bis.- La taxe est due dès la première cession réalisée dans les conditions fixées à l'article 250 bis ci-dessus, après entrée ou fabrication dans le territoire.

Article 253 bis.- Le fait générateur est constitué soit par la livraison en cas de cession proprement dite, soit par le prélèvement.

Article 254 bis.- La base imposable est constituée du prix hors taxe et hors marge du détaillant.

Article 255 bis.- Le taux de la taxe est de :

- 1,4 % pour le super carburant et l'essence ;
- 0,5 % pour le pétrole et le gaz oil ;
- 2 % pour les huiles et graisses.

Article 256 bis.- Les modalités de déclaration, de contrôle et de recouvrement, ainsi que les obligations et sanctions sont celles prévues au chapitre 1er relatif à la taxe sur la valeur.

### CHAPITRE III - TAXE SUR LE CIMENT

Article 257 bis. Il est créé une taxe sur le ciment applicable au ciment fabriqué au BENIN et livré à la consommation locale.

Article 258 bis.- Cette taxe frappe toutes les cessions de ciment effectuées à titre onéreux ou à titre gratuit et réalisées en droit ou en fait aux conditions de livraison sur le Territoire du BENIN. Sont assimilés à des cessions, les prélèvements effectués par le producteur pour ses besoins propres.

Article 259 bis.- La taxe est due par le producteur, dès la première cession réalisée dans les conditions décrites ci-dessus et qui constitue le fait générateur de l'impôt.

Son taux est de 1,1 %, appliqué au prix de cession hors taxes.

Article 260 bis.- Les modalités de déclaration, de contrôle, et de recouvrement ainsi que les obligations et sanctions sont celles prévues au chapitre 1er relatif à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

#### CHAPITRE IV - TAXE SUR LES BOISSONS

Article 261 bis.- Il est institué une taxe sur les boissons.

##### OPERATIONS ET PERSONNES IMPOSABLES

Article 262 bis.- Cette taxe frappe toutes les cessions de boissons effectuées à titre onéreux ou à titre gratuit et réalisées en droit ou en fait aux conditions de livraisons sur le territoire du BENIN.

Article 263 bis.- Sont notamment imposables :

Les cessions effectuées par les coopératives et groupements d'achat à leurs membres, par les maisons principales à leurs succursales ou magasins de détail ou inversement.

Sont assimilés à des cessions, les prélèvements effectués par les commerçants ou fabricants pour leurs besoins propres.

##### EXEMPTIONS

Article 264 bis.- Sont exemptées de la taxe, les cessions et opérations assimilées portant sur les produits suivants :

- 1 - toutes boissons importées ayant déjà supporté la fiscalité douanière ;
- 2 - boissons ayant déjà supporté la taxe au BENIN ;
- 3 - boissons destinées à être expédiées à l'extérieur du BENIN.

Article 265 bis.- La taxe est due dès la première cession réalisée dans les conditions fixées aux articles 262 et 263 ci-dessus, après fabrication au BENIN.

Article 266 bis.- Le fait générateur de la taxe est constitué, soit par la livraison en cas de cession proprement dite, soit par le prélèvement ou l'affectation à la consommation.

## LIQUIDATION

Article 267 bis.- Le taux de la taxe est de 13 %, appliqué au prix de cession hors taxes.

Article 268 bis.- Les modalités de déclaration, de contrôle, et de recouvrement, ainsi que les obligations et sanctions sont celles prévues au chapitre 1er relatif à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

### CHAPITRE V - TAXE SUR LA FARINE DE BLE

Article 269 bis.- Il est créé une taxe sur la farine de blé fabriquée au Bénin.

Article 270 bis.- Cette taxe frappe toutes les cessions de farine de blé effectuées à titre onéreux ou à titre gratuit et réalisées en droit ou en fait aux conditions de livraison sur le Territoire du BENIN. Sont assimilés à des cessions, tous prélèvements effectués par le producteur pour ses besoins propres.

Article 271 bis.- La taxe est due dès la première cession réalisée dans les conditions décrites ci-dessus et qui constitue le fait générateur de l'impôt.

Cette taxe est perçue par le producteur au taux de 1,2 % appliqué au prix de cession hors taxes.

Article 272 bis.- Les modalités de déclaration, de contrôle, et de recouvrement ainsi que les obligations et sanctions sont celles prévues au chapitre 1er relatif à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

### CHAPITRE VI - TAXE SUR LE TEXTILE

Article 273 bis.- Il est créé une taxe sur le textile applicable au textile fabriqué au Bénin et livré à la consommation intérieure.

Article 274 bis.- Cette taxe frappe toutes les cessions de textile effectuées à titre onéreux ou à titre gratuit et réalisées en droit ou en fait aux conditions de livraison au BENIN. Sont assimilés à des cessions, les prélèvements effectués par le producteur pour ses besoins propres.

Article 275 bis.- La taxe est due par le producteur, dès la première cession réalisée dans les conditions définies ci-dessus et qui constitue le fait générateur de la taxe.

Son taux est de 6 %, appliqué au prix de cession hors taxes.

Article 276 bis.- Les modalités de déclaration, de contrôle, et de recouvrement ainsi que les obligations et sanctions sont celles prévues au chapitre 1er relatif à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

#### CHAPITRE VII - TAXE SUR LES SAVONS

Article 277 bis.- Il est institué une taxe sur les savons applicable aux savons fabriqués au BENIN et livrés à la consommation locale.

Article 278 bis.- Cette taxe frappe toutes les cessions de savon effectuées à titre onéreux ou à titre gratuit en droit ou en fait aux conditions de livraison sur le territoire du BENIN. Sont assimilés à des cessions, les prélèvements effectués par le producteur pour ses besoins propres.

Article 279 bis.- La taxe est due dès la première cession réalisée dans les conditions décrites ci-dessus et qui constitue le fait générateur de l'impôt. Elle est perçue par le producteur, au taux de 5,5 % appliqué au prix de cession hors taxes.

Article 280 bis.- Les modalités de déclaration, de contrôle et de recouvrement, ainsi que les obligations et sanctions sont celles prévues au chapitre 1er relatif à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

## CHAPITRE VIII-TAXE SUR LES VEHICULES A MOTEUR

### Article 285.-

- 1)- Sans changement
- 2)- Sans changement
- 3)- Sans changement
- 4)- Sans changement
- 5)- VEHICULES ATTELES UTILISES POUR LE  
TRANSPORT PUBLIC DE MARCHANDISES :
  - Tracteur..... 115.000 Francs
  - Remorque..... 110.000 Francs.

### TROISIEME PARTIE : IMPOTS PERCUS AU PROFIT DU BUDGET NATIONAL ET DES BUDGETS DES COLLEC- TIVITES TERRITORIALES

#### CHAPITRE I- TAXE FONCIERE UNIQUE

### Article 1084-1-Propriétés et personnes imposables

La Taxe Foncière Unique est une contribution annuelle sur les propriétés foncières bâties et non bâties, sises au Bénin. Elle est due par les propriétaires de ces biens au 1er Janvier de l'année d'imposition.

En cas d'impossibilité d'accéder au propriétaire, le possesseur, le mandataire, le locataire, le légataire et tout autre ayant droit est tenu d'acquitter ladite taxe au nom et pour le compte du propriétaire.

Les propriétés bâties sont :

- les constructions fixées au sol à demeure, telles que maisons, fabriques, manufactures, usines et en général tous les immeubles construits en maçonnerie, fer, bois ou autres matériaux ;

- l'outillage des établissements industriels attaché au fonds à perpétuelle demeure ou reposant sur des fondations spéciales faisant corps avec l'immeuble, ainsi que toutes installations commerciales ou industrielles assimilées à des constructions.

Article 1084-2-Exonérations

Sont exonérés de la Taxe Foncière Unique :

- 1)- les propriétés appartenant à l'Etat et aux Collectivités territoriales, lorsqu'elles sont affectées à un service public ou d'utilité générale et qu'elles sont improductives de revenus ;
- 2)- les édifices et lieux servant à l'exercice des cultes;
- 3)- les immeubles à usage scolaire et universitaire ;
- 4)- les personnes pour lesquelles le montant de l'impôt est inférieur à un seuil fixé par arrêté du Ministre chargé des Finances ;
- 5)- Les nouvelles constructions ou additions de construction jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant la fin des travaux ou l'utilisation des bâtiments. Aucune exonération temporaire n'est applicable aux immeubles à usage commercial ou industriel. De plus, si les immeubles sont loués, ils restent imposables à l'imposition supplémentaire de 13 % prévue à l'alinéa 2 de l'article 1084-4.

Pour bénéficier de cette exonération, le propriétaire doit en faire la demande auprès du Directeur Général des Impôts et des Domaines, avant le début des travaux. Il atteste de sa qualité de propriétaire par toute pièce utile. Il indique qu'il est en règle au regard de toutes les obligations fiscales. Il précise les caractéristiques de la construction, son prix et sa date prévue d'achèvement.

Si la demande d'exonération ne satisfait pas à ces conditions ou s'avère inexacte, la construction nouvelle ou l'addition de construction est imposable dans les conditions de droit commun.

Article 1084-3. Base d'imposition

La Taxe Foncière Unique est assise sur la valeur locative réelle des biens imposables au 1er Janvier de l'année d'imposition.

La valeur locative réelle est le prix que le propriétaire retire de ses immeubles lorsqu'il les donne à bail, dans des conditions normales, ou à défaut, le prix qu'il pourrait en tirer en cas de location.

Article 1084-4. Taux de l'impôt

Quand les biens ne sont pas loués, le taux de l'impôt est fixé à 13 %. Cependant, par délibération des représentants élus des collectivités bénéficiaires, le taux peut être réduit jusqu'à 11 % ou augmenté jusqu'à 15 %.

Quand les biens sont loués, ils supportent une imposition supplémentaire de 13 %.

Article 1084-5. Obligations des contribuables

La valeur locative étant appréciée par l'administration fiscale, les contribuables sont dispensés de déclaration.

Cependant, pour fixer la base imposable ou recouvrer l'impôt, l'administration fiscale peut adresser une demande de renseignements. L'absence de réponse, dans un délai de 20 jours, est sanctionnée par une pénalité de 20 % assise sur le montant de la taxe et, en cas de contestation, elle fait supporter la charge de la preuve au requérant.

Article 1084-6. Paiement de l'impôt

a)- Le recouvrement de la Taxe Foncière Unique s'opère dans les conditions générales prévues à l'article 1113. Il peut s'effectuer par versements d'acomptes ou encore par retenue à la source pour ce qui concerne les biens loués à l'Etat.

b)- Le paiement régulier de l'impôt crée une présomption de propriété. A l'inverse, le non-paiement de l'impôt peut également être considéré comme une présomption de non-propriété par les autorités compétentes.

c)- Tout acte translatif de la propriété ou de son usage, toute autorisation de lotir, de construire ou d'habiter, toute attribution de titre foncier et d'une façon générale, tout acte attribuant un droit de propriété ou d'usage d'un bien taxable n'emporte effet qu'autant qu'il comporte la mention certifiée conforme par les services fiscaux : "le propriétaire du bien est à jour de ses obligations au regard de la Taxe Foncière Unique".

Article 1084-7. Collectivités bénéficiaires

a)- Le produit de la Taxe Foncière Unique frappant les propriétés non louées est affecté au Budget de la Collectivité territoriale sur le territoire de laquelle la taxe est assise, sous déduction de 10 % représentant le coût administratif de l'impôt.

Un arrêté du Ministre des Finances précisera le compte qui recevra ce fonds et les modalités de son utilisation.

b)- Le représentant de la Collectivité bénéficiaire peut demander à l'Administration, communication des bases imposables et proposer la correction des erreurs qu'il recenserait.

c)- Le produit de l'imposition supplémentaire de 13 % frappant les propriétés louées est affecté au Budget de l'Etat.

Article 1084-8. Mesures transitoires

La Taxe Foncière Unique s'applique sur le territoire des Collectivités territoriales disposant d'un registre foncier urbain. La liste en est arrêtée par le Ministre chargé des Finances.

CHAPITRE II - TAXE PROFESSIONNELLE UNIQUE

Article 1084-9. Personnes et activités imposables

La Taxe Professionnelle Unique est due chaque année par les personnes physiques ou morales qui, au 1er Janvier de l'année d'imposition, exercent, au BENIN, une activité professionnelle non salariée, à titre habituel et à but lucratif.

Elle est calculée au prorata du temps, en cas de création, de cessation ou de cession d'activité en cours d'année.

Article 1084-10. Exonération

Sont exonérées de la Taxe Professionnelle Unique :

1 - Les activités de l'Etat et des Collectivités territoriales lorsqu'elles concourent à la réalisation d'un service public ou d'utilité générale et lorsqu'elles sont improductives de revenus;

2 - les personnes pour lesquelles le montant de l'impôt est inférieur à un seuil fixé par arrêté du Ministre chargé des Finances.

Article 1084-11. Base d'imposition

La Taxe Professionnelle Unique est assise sur la valeur locative professionnelle des établissements pris dans leur ensemble et munis de tous leurs moyens d'exploitation ou de production.

La valeur locative professionnelle est le prix que le propriétaire retire des établissements lorsqu'il les donne à bail, dans des conditions normales, ou à défaut, le prix qu'il pourrait en tirer en cas de location.

Article 1084-12. Taux de l'impôt

Le taux de l'impôt est fixé à 13 %.

Pour les petites entreprises qui réalisent un chiffre d'affaires inférieur à un seuil fixé par arrêté du Ministre chargé des Finances, la Taxe Professionnelle Unique se substitue, outre à la patente et à la licence, à la Taxe sur la Valeur Ajoutée, à l'impôt sur le bénéfice industriel ou commercial ou sur le bénéfice non commercial, à l'impôt général sur le revenu dû au titre de ces bénéficiaires, au versement patronal et à la taxe d'apprentissage. En remplacement de ces impôts, ces petites entreprises payent une cotisation supplémentaire de 13 % de la base d'imposition.

Article 1084-13. Obligations des contribuables

a)- La valeur locative étant appréciée par l'Administration fiscale, les contribuables sont dispensés de déclaration.

Cependant, pour fixer la base imposable ou recouvrer l'impôt, l'Administration fiscale peut adresser une demande de renseignements. L'absence de réponse, dans un délai de 20 jours, est sanctionnée par une pénalité de 20 % assise sur le montant de la taxe et en cas de contestation, elle fait supporter la charge de la preuve au requérant.

b)- Les contribuables recensés doivent apposer une vignette délivrée par l'Administration fiscale à un endroit visible du public. A défaut de cette apposition, ils sont redevables d'une pénalité de 20 % assise sur le montant de la taxe.

Article 1084-14. Paiement de l'Impôt

a)- Le recouvrement de la Taxe Professionnelle Unique, s'opère dans les conditions générales prévues à l'article 1113. Il peut s'effectuer par versements d'acomptes.

b)- Sur autorisation du Directeur Général des Impôts et des Domaines, et nonobstant les dispositions de l'article 1158 du Code Général des Impôts, les Receveurs peuvent procéder, trois jours après commandement, à la saisie provisoire d'un bien affecté à l'exercice professionnel, dès lors que le contribuable ne s'est pas acquitté de sa dette fiscale dans les délais prescrits. Il sera inscrit sur l'établissement "Saisie pour non paiement d'impôt".

Article 1084-15. Collectivités bénéficiaires

La Taxe Professionnelle Unique perçue au taux de 13 % est affectée au Budget de la Collectivité territoriale sur le territoire de laquelle l'activité est exercée, sous déduction de 10 % représentant le coût administratif de l'impôt. A ce titre, les dispositions des alinéas a et b de l'article 1084-7 sont applicables.

La cotisation supplémentaire de 13 % payée par les petites entreprises en remplacement des impôts nationaux, est affectée au Budget de l'Etat.

Article 1084-16. Dispositions particulières

a)- Sont placés hors du champ d'application de la Taxe Professionnelle Unique, les contribuables visés aux articles 31 et 32 du Code Général des Impôts. Un arrêté du Ministre chargé des Finances peut cependant modifier le régime actuel d'imposition en retenant des principes comparables à ceux de la Taxe Professionnelle Unique.

b)- Les dispositions des articles 1018 et suivants relatives aux modalités d'immatriculation des entreprises à l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique sont applicables aux redevables de la Taxe Professionnelle Unique.

c)- La Taxe Professionnelle Unique s'applique sur le territoire des Collectivités territoriales disposant d'un registre foncier urbain. La liste en est arrêtée par le Ministre chargé des Finances.

### ARTICLE 3

A compter du 1er Janvier 1994, la perception de la Taxe Civique prévue aux articles 962 à 972 du Code Général des Impôts est supprimée sur toute l'étendue du territoire national.

### ARTICLE 4

1 - Les taux de droit fiscal du tarif des Douanes de la République du Bénin, au nombre de seize (16) et qui sont 0, 2, 5, 6, 9, 13, 18, 22, 26, 30, 40, 47, 61, 63, sont réduits aux quatre (4) taux suivants : 5, 10, 15 et 20.

2 - Nonobstant les dispositions du premier paragraphe ci-dessus, certains produits demeurent taxés au titre du droit fiscal, au taux zéro (0).

3 - L'assiette et la base imposable des nouveaux taux de droit fiscal sont celles en vigueur.

4 - Sont abrogées les dispositions de l'Arrêté n° 0024/MF/DC/DGDDI du 31 Janvier 1994 portant modification des taux de droit fiscal.

### ARTICLE 5

A compter de la date de publication de la présente Ordonnance, la taxe de voirie passe de 0,15 % à 0,85 % de la valeur en douane des marchandises déclarées pour tous les régimes douaniers à l'exception de celui de la mise à la consommation.

Les modalités de répartition du produit de la taxe de voirie sont celles déjà en vigueur.

### ARTICLE 6

*L'article 9 de la Décision-Loi n° 89-001 du 11 mars 1989 portant Loi de Finances pour la Gestion 1989 est modifié comme suit :*

Il est institué au cordon douanier et perçu pour le compte de l'Administration fiscale, un acompte forfaitaire à l'importation de 3 % exigible sur toute importation de marchandise à but commercial. Cet acompte est imputable sur l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

3

Le taux de l'acompte est fixé à 5 % quand l'importation est réalisée par une entreprise qui n'est pas immatriculée à l'INSAE, en contravention avec les dispositions des articles 1018 à 1020 du Code Général des Impôts.

#### ARTICLE 7

Les ressources de l'Ordonnance portant la Loi de Finances pour la Gestion 1994 sont évaluées à 162.056 Millions de Francs se décomposant comme suit:

|  |                  |   |
|--|------------------|---|
| A - RESSOURCES INTERIEURES .....                       | 106.274 Millions |   |
| - Budget National de Fonctionnement.....               | 95.093           | " |
| - Budget du Fonds National des Retraites du Bénin..... | 6.078            | " |
| - Budget de la Caisse Autonome d'Amortissement.....    | 4.793            | " |
| - Budget du Fonds Routier.....                         | 310              | " |
| B - RESSOURCES SPECIALES .....                         | 55.782 Millions  |   |

### TITRE II

#### DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES ET AUX OPERATIONS DE TRESORERIE

##### A/- DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

#### ARTICLE 8

Sous réserve des dispositions de la présente Ordonnance, les dispositions législatives et réglementaires relatives aux charges de l'Etat demeurent en vigueur.

#### ARTICLE 9

Sont abrogées, les dispositions de la Loi de Finances n° 88-002 du 26 Avril 1988 en son article 32 relatif aux bourses nationales de stage au profit des Agents Permanents de l'Etat Civils et Militaires.

#### ARTICLE 10

Il sera réglé en 1994 des arriérés de paiement intérieurs à hauteur de 9.500 Millions de Francs dans le cadre de l'apurement desdits arriérés.

4

ARTICLE 11

Pour compter du 1er Octobre 1994 le paiement des pensions de retraite et des rentes viagères d'invalidité est mensuel, à terme échu.

ARTICLE 12

I/- Pour compter du 1er Janvier 1994, le montant annuel du traitement soumis à retenue pour pension est révalorisé.

Un Décret pris en Conseil des Ministres précisera les modalités d'application des présentes dispositions.

ARTICLE 13

II/- Sont et demeurent abrogées pour compter du 1er Janvier 1994 les dispositions de l'article 27 de la Loi n° 88-002 du 26 Avril 1988 portant Loi de Finances pour la gestion 1988 suspendant le paiement de l'indemnité de résidence aux Agents Permanents de l'Etat Civils et Militaires.

ARTICLE 14

III/- Nonobstant les dispositions de l'article 25 de la Loi n° 87-001 du 27 Février 1987, portant Loi de Finances pour la Gestion 1987, l'incidence financière des actes de nomination, d'avancements, de reclassements, de changement de corps et de promotions acquis au 31 Décembre 1988 sera payée aux Agents Permanents de l'Etat Civils et Militaires.

ARTICLE 15

IV/- Les Agents Permanents de l'Etat Civils et Militaires, recrutés à partir du 1er Janvier 1994 seront rémunérés sur la base de leurs actes de nomination.

ARTICLE 16

Pour compter du 1er Janvier 1994, les mesures sociales ci-après énumérées sont prises :

- En faveur des Agents Permanents de l'Etat Civils et Militaires

- . Rétablissement du paiement de l'indemnité de résidence représentant 10 % du traitement indiciaire, calculée sur la base de l'indice acquis au 31 décembre 1988 :
- . Relèvement de la valeur du point d'indice.
- . Paiement de l'indice réel jusqu'à fin Décembre 1988.

- En faveur des Pensionnés

. Relèvement des arrérages de pensions servis par le Fonds National des Retraites du Bénin de 10 %.

- En faveur des Elèves et Etudiants Boursiers

. Revalorisation des taux de bourses d'études et secours universitaires servis aux Elèves et Etudiants en formation :

- Au Bénin et en Afrique dans la zone UMOA ;
- Hors d'Afrique et en Afrique à l'exclusion de la zone UMOA.

Un Décret pris en Conseil des Ministres en fixera les modalités d'application.

ARTICLE 17

Le montant des crédits ouverts au Budget Général de l'Etat pour la Gestion 1994 est fixé à 210.031 Millions de Francs se décomposant comme suit :

|   |                  |
|---|------------------|
| - Budget National de Fonctionnement.....                        | 106.998 Millions |
| - Budget d'Investissement de l'Adm. Centrale..                  | 64.665 Millions  |
| - Budget d'Equipement Socio-Administratif.....                  | 1.616 Millions   |
| - Budget du Fonds Nl des Retraites du Bénin...                  | 8.799 Millions   |
| - Budget de la Caisse Autonome d'Amortissement                  | 26.206 Millions  |
| - Budget du Fonds Routier.....                                  | 1.594 Millions   |
| - Autres Dépenses liées aux Taxes<br>Affectées Budgétisées..... | 153 Millions     |

B/- DISPOSITIONS RELATIVES AUX OPERATIONS DE TRESORERIE

ARTICLE 18

Le Trésor Public est autorisé, au cours de la gestion 1994, à accorder aux Producteurs ruraux une avance d'un montant de 500 Millions de Francs.

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE  
DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 19

L'Ordonnance portant Loi de Finances pour la Gestion 1994 dégage un besoin de financement de 40.975 Millions de Francs déterminé ainsi qu'il suit :

# EQUILIBRE GENERAL DE LA LOI DE FINANCES

(En millions de francs)

| OPERATIONS   | RESSOURCES     | DEPENSES       | SOLDE         |
|--|----------------|----------------|---------------|
| <u>A - BUDGET GENERAL DE L'ETAT</u>                      | 162 056        | 210 031        |               |
| <u>Budget des Institutions et Ministères</u>             | 150 875        | 173 432        |               |
| 1 - Budget National de Fonctionnement                    | 95 093         | 106 998        |               |
| 2 - Budget d'Investissement de l'Administration Centrale | 55 782         | 64 665         |               |
| 3 - Budget d'Equipement Socio-Administratif              | -              | 1 616          |               |
| 4 - Dépenses liées aux Taxes affectées                   | -              | 153            |               |
| <u>Budget Annexe</u>                                     | 6 078          | 8 799          |               |
| - Fonds National des Retraites du Bénin                  | 6 078          | 8 799          |               |
| <u>Autres Budgets</u>                                    | 5 103          | 27 800         |               |
| 1 - Caisse Autonome d'Amortissement                      | 4 793          | 26 206         |               |
| 2 - Fonds Routier  | 310            | 1 594          |               |
| <u>TOTAL (A)</u>   | 162 056        | 210 031        |               |
| <u>B - OPERATIONS DE TRESORERIE</u>                      | -              | 500            |               |
| <u>TOTAL (B)</u>   | -              | 500            |               |
| <u>BESOIN DE FINANCEMENT VIRTUEL (A + B)</u>             | <b>162 056</b> | <b>210 531</b> | <b>48 475</b> |
| Crédits d'ordonnancement des arriérés                    |                | (17 000)       |               |
| Apurement des arriérés                                   |                | 9 500          |               |
| <u>BESOIN DE FINANCEMENT REEL</u>                        | <b>162 056</b> | <b>203 031</b> | <b>40 975</b> |

ARTICLE 20

Le besoin de financement dégagé par la présente Ordonnance portant Loi de Finances sera couvert par l'utilisation des ressources extérieures mobilisées dans le cadre du Programme d'Ajustement Structurel à concurrence de 40.975 Millions de Francs.

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TITRE PREMIER

ARTICLE 21

Les crédits ouverts au Budget Général de l'Etat sont arrêtés aux montants ci-après :

A - BUDGET NATIONAL 1994

1 - DEPENSES REPARTIES

(en milliers de francs)

| SEC-<br>TIONS | MINISTERES<br>ET<br>INSTITUTIONS | DEPENSES<br>DE<br>PERSONNEL | AUTRES DEPEN-<br>SES DE FONC-<br>TIONNEMENT | REMBOURSE-<br>MENT INTERETS<br>ET AVANCES | DEPENSES<br>DE<br>TRANSFERT | DEPENSES<br>EN<br>CAPITAL | TOTAL<br>PAR<br>SECTION |
|---------------|----------------------------------|-----------------------------|---|---|-----------------------------|---------------------------|-------------------------|
| 10            | ASSEMBLEE NATIONALE              | 445 338                     | 129 050                                     |   |                             |                           | 574 388                 |
| 11            | COUR CONSTITUTIONNELLE           | 126 101                     | 75 606                                      |   |                             |                           | 201 707                 |
| 12            | COUR SUPREME                     | 188 525                     | 90 595                                      |   |                             |                           | 279 120                 |
| 13            | CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL     | 150 951                     | 47 445                                      |   |                             |                           | 198 396                 |
| 14            | HAUTE AUTORITE DE L'AUDIO V.     | 48 051                      | 47 445                                      |   |                             |                           | 95 496                  |
| 20            | PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE      | 436 859                     | 599 491                                     |   |                             |                           | 1 036 350               |
| 22            | M. D. N.                         | 7 045 541                   | 715 716                                     |   | 45 125                      |                           | 7 806 382               |
| 23            | M. I. S. A. T.                   | 1 891 009                   | 367 715                                     |   |                             |                           | 2 258 724               |
| 24            | M. A. E. C.                      | 1 708 993                   | 740 642                                     |   | 6 673                       |                           | 2 456 308               |
| 25            | M. F.                            | 2 510 320                   | 428 694                                     |   |                             |                           | 2 939 014               |
| 26            | M. J. L.                         | 479 610                     | 327 501                                     |   | 3 000                       |                           | 810 111                 |
| 27            | M. P. R. E.                      | 520 511                     | 161 183                                     |   |                             |                           | 681 694                 |
| 28            | M. R. P. / P. P. G.              | 51 009                      | 104 522                                     |   |                             |                           | 155 531                 |
| 29            | M. E. N.                         | 17 497 269                  | 1 522 514                                   |   |                             |                           | 19 019 783              |
| 30            | M. T. P. T.                      | 420 485                     | 141 714                                     |   |                             |                           | 562 199                 |
| 31            | M. F. P. R. A.                   | 180 407                     | 68 694                                      |   |                             |                           | 269 101                 |
| 32            | M. C. C.                         | 357 124                     | 80 567                                      |   | 1 500                       |                           | 439 191                 |
| 33            | M. I. P. M. E.                   | 159 885                     | 69 928                                      |   |                             |                           | 229 813                 |
| 34            | M. E. H. U.                      | 238 679                     | 98 757                                      |   |                             |                           | 337 436                 |
| 35            | M. T. E. A. S.                   | 515 699                     | 77 046                                      |   |                             |                           | 592 745                 |
| 36            | M. S.                            | 2 364 247                   | 1 510 401                                   |   |                             |                           | 3 874 648               |
| 37            | M. E. M. H.                      | 345 504                     | 62 683                                      |   |                             |                           | 408 187                 |
| 38            | M. C. T.                         | 296 313                     | 76 242                                      |   |                             |                           | 372 555                 |
| 39            | M. D. R.                         | 3 718 919                   | 154 657                                     |   | 9 160                       |                           | 3 882 736               |
| 40            | M. J. S.                         | 204 055                     | 84 567                                      |   | 20 720                      |                           | 309 342                 |
| <b>TOTAL</b>  |                                  | <b>41 901 404</b>           | <b>7 803 375</b>                            |   | <b>86 178</b>               |                           | <b>49 790 957</b>       |

2 - DEPENSES NON REPARTIES

( en milliers de francs )

| SEC-TIONS    | DESIGNATION                    | DEPENSES DE PERSONNEL | AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | REMBOURSEMENT INTERETS ET AVANCES | DEPENSES DE TRANSFERT | DEPENSES EN CAPITAL | TOTAL PAR SECTION |
|--------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------|---------------------|-------------------|
| 50           | DETTE PUBLIQUE                 |                       |                                   | 12 667 000                        |                       |                     | 12 667 000        |
| 51           | DEPENSES COMMUNES              | 2 169 000             | 2 555 000                         |                                   | 870 000               |                     | 5 594 000         |
| 52           | DEPENSES DIVERSES              | -                     | 5 958 090                         |                                   | 110 000               |                     | 6 068 090         |
| 53           | DEP. D'INTERVENTIONS PUBLIQUES | -                     |                                   |                                   | 16 421 910            |                     | 16 421 910        |
| 54           | DEP. SUR EXERCICES ANTERIEURS  | 8 000 000             | 6 400 000                         |                                   | 2 600 000             |                     | 17 000 000        |
| 55           | DEP. BUD. EQUIP. SOCIO-ADM.    |                       |                                   |                                   |                       | 1 616 390           | 1 616 390         |
| 56           | DEP. AU TITRE DES TAXES AFPEC. |                       |                                   |                                   | 153 000               |                     | 153 000           |
| 57           | B.I.A.C.                       |                       |                                   |                                   |                       | 64 665 000          | 64 665 000        |
| <u>TOTAL</u> |                                | 10 169 000            | 14 913 090                        | 12 667 000                        | 20 154 910            | 66 281 390          | 124 185 390       |

B - BUDGET ANNEXE 1994

( en milliers de francs )

| SEC-TIONS    | DESIGNATION                   | DEPENSES DE PERSONNEL | AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | REMBOURSEMENT INTERETS ET AVANCES | DEPENSES DE TRANSFERT | DEPENSES EN CAPITAL | TOTAL PAR SECTION |
|--------------|-------------------------------|-----------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------|---------------------|-------------------|
| 90           | FONDS NAT. RETRAITES DU BENIN | 18 000                | 24 006                            |                                   | 8 757 085             |                     | 8 799 091         |
| <u>TOTAL</u> |                               | 18 000                | 24 006                            |                                   | 8 757 085             |                     | 8 799 091         |

## TITRE II

### DISPOSITIONS SPECIALES

#### ARTICLE 22

Le Ministre chargé des Finances est autorisé, en cours d'année, à procéder à la régulation de la mise à la disposition des Institutions de l'Etat et des Ministères, des crédits budgétaires en fonction des ressources disponibles et de l'évolution des postes de dépenses.

#### ARTICLE 23

Les crédits ouverts aux chapitres de la section 54 "Dépenses d'Exercices Clos" énumérés en annexe 1 à la présente Ordonnance sont évaluatifs en application des dispositions de l'article 42 de la Loi Organique n° 86-021 du 26 Septembre 1986..

#### ARTICLE 24

Les crédits de personnel ouverts aux chapitres énumérés en annexe 2 à la présente Ordonnance sont provisionnels en application des dispositions de l'article 42 de la Loi Organique n° 86-021 du 26 Septembre 1986.

## TROISIEME PARTIE

### DISPOSITIONS DIVERSES

#### ARTICLE 25

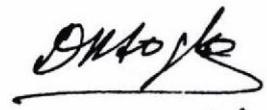
Sont et demeurent abrogées, toutes dispositions antérieures contraires à celles de la présente Ordonnance.

ARTICLE 26

La présente Ordonnance qui prend effet pour compter du 1er Août 1994 sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Fait à COTONOU, le 16 Septembre 1994

Par le Président de la République,  
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,



Nicéphore Dieudonné SOGLO.-

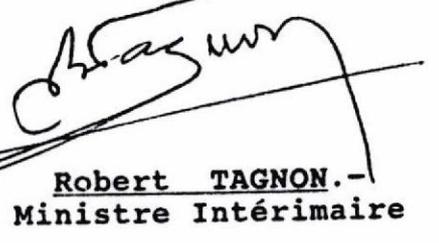
Le Ministre d'Etat à la Présidence de  
la République Chargé de la Coordination  
de l'Action Gouvernementale et de la  
Défense Nationale,



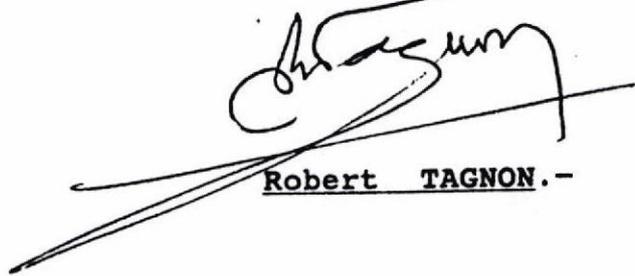
Désiré VIEYRA.-

Le Ministre des Finances,

Le Ministre du Plan et de la  
Restructuration Economique,



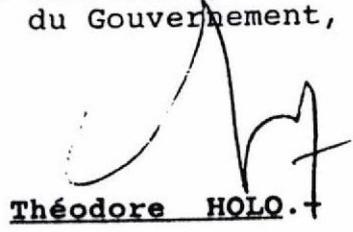
Robert TAGNON.-  
Ministre Intérimaire



Robert TAGNON.-

Le Ministre Chargé des Relations  
avec le Parlement, Porte Parole  
du Gouvernement,

Le Ministre de la Justice  
et de la Législation,



Théodore HOLO.-



Pierre MEVI.-

AMPLIATIONS : PR 10 - AN 10 - CC 5 - CS 2 - ME 4 - SGG 4 - MF 5 -  
MRP 4 - MPRE 2 - Autres Ministères 17 - Préfectures 6 -  
CC/MINISTERES 40 - DGBM 20 - DGID-DGDDI-DGTCP 20 - CF 2 -  
INSAE-DP/MPRE 2 - UNB/FASJEP 2 - IGF 2 - GCONB 1 - JORB 1 - ONEPI  
1 - DLC 2.

## ANNEXE 1

## LISTE DES CHAPITRES DONT LES CREDITS SONT PROVISIONNELS POUR 1994

| CHAPITRES |    |      |       | LIBELLES |  |
|-----------|----|------|-------|----------|--|
| Chapitre  | 10 | - 10 | - 101 | 1        | ADMINISTRATION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE              |
| Chapitre  | 11 | 10   | 101   | 1        | ADMINISTRATION DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE          |
| Chapitre  | 12 | 30   | 101   | 1        | CABINET DU PRESIDENT DE LA COUR SUPREME              |
| Chapitre  | 12 | 30   | 201   | 1        | CHAMBRES ET GREFFE                                   |
| Chapitre  | 12 | 30   | 202   | 1        | PARQUET GENERAL                                      |
| Chapitre  | 12 | 30   | 203   | 1        | CHAMBRES-PARQUET GENERAL-GREFFE                      |
| Chapitre  | 12 | 30   | 204   | 1        | SERVICE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE                   |
| Chapitre  | 13 | 79   | 101   | 1        | ADMINISTRATION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL       |
| Chapitre  | 14 | 66   | 101   | 1        | ADMINIST. HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOV. ET DE LA COMM. |
| Chapitre  | 20 | 19   | 101   | 1        | CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE                |
| Chapitre  | 20 | 29   | 101   | 1        | CABINET MILITAIRE DE LA PRESIDENCE DE LA REP.        |
| Chapitre  | 20 | 30   | 201   | 1        | CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE                 |
| Chapitre  | 20 | 10   | 202   | 1        | GRANDE CHANCELLERIE DE L'ORDRE NAT. DU BENIN         |
| Chapitre  | 20 | 10   | 203   | 1        | SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT                  |
| Chapitre  | 20 | 10   | 204   | 1        | DIRECTION CENTRALE DU CHIFFRE ET DES TELEGR.         |
| Chapitre  | 20 | 10   | 205   | 1        | SERVICE DE LIAISON ET DE DOCUMENTATION               |
| Chapitre  | 20 | 10   | 206   | 1        | DIRECTION DU JOURNAL OFFICIEL                        |
| Chapitre  | 20 | 66   | 207   | 1        | DIRECTION DES ARCHIVES NATIONALES                    |
| Chapitre  | 21 | 19   | 101   | 1        | CABINET DU MINISTRE D'ETAT SECR. GEN. PRESIDENCE     |
| Chapitre  | 22 | 20   | 001   | 1        | SERVICES COMMUNS DE LA DEFENSE NATIONALE             |
| Chapitre  | 22 | 29   | 100   | 1        | CABINET DU MINISTRE D'ETAT CHARGE DE LA DEF. NAT.    |
| Chapitre  | 22 | 20   | 101   | 1        | ETAT MAJOR GEN. DES FORCES ARMEES BENINOISES         |
| Chapitre  | 22 | 20   | 102   | 1        | DIRECTION DU CONTROLE DES ARMEES                     |
| Chapitre  | 22 | 21   | 200   | 1        | ETAT MAJOR DE L'ARMEE DE TERRE                       |
| Chapitre  | 22 | 22   | 201   | 1        | FORCES AERIENNES                                     |
| Chapitre  | 22 | 23   | 202   | 1        | FORCES NAVALES                                       |
| Chapitre  | 22 | 24   | 203   | 1        | GENDARMERIE NATIONALE                                |
| Chapitre  | 22 | 32   | 204   | 1        | DIRECTION DU GROUPEMENT NAT. DES SAPEURS POMP.       |
| Chapitre  | 22 | 29   | 205   | 1        | DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GEN. ET DU BUDGET      |
| Chapitre  | 22 | 20   | 206   | 1        | DIRECTION PROTECTION, SECURITE ET DEFENSE            |
| Chapitre  | 22 | 20   | 207   | 1        | DIRECTION PROGRAMMATION ET COOP. MILITAIRE           |
| Chapitre  | 23 | 19   | 100   | 1        | CABINET DU MINISTRE - INTERIEUR                      |
| Chapitre  | 23 | 10   | 101   | 1        | INSPECTION GENERALE DES AFFAIRES ADMIN.              |
| Chapitre  | 23 | 31   | 102   | 1        | INSPECTION GENERALE DES SERVICES DE SECURITE         |
| Chapitre  | 23 | 16   | 200   | 1        | DIRECTION DES AFF. TERRITORIALES ET DES COLL.        |
| Chapitre  | 23 | 10   | 201   | 1        | DIRECTION DES AFFAIRES INTERIEURES                   |
| Chapitre  | 23 | 32   | 202   | 1        | DIRECTION DE LA PROTECTION CIVILE                    |
| Chapitre  | 23 | 31   | 203   | 1        | DIRECTION GENERALE DE LA POLICE NATIONALE            |
| Chapitre  | 24 | 11   | 100   | 1        | CABINET DU MINISTRE DES AFF. ETRANG. ET COOP.        |
| Chapitre  | 24 | 11   | 200   | 1        | DIRECTION EUROPE                                     |

|          |    |    |     |   |   |
|----------|----|----|-----|---|---|
| Chapitre | 24 | 11 | 201 | 1 | DIRECTION AMERIQUE                                  |
| Chapitre | 24 | 11 | 202 | 1 | DIRECTION AFRIQUE ET MOYEN ORIENT                   |
| Chapitre | 24 | 11 | 203 | 1 | DIRECTION ASIE ET OCEANIE                           |
| Chapitre | 24 | 11 | 204 | 1 | DIRECTION DES AFFAIRES JURID. ET CONSULAIRES        |
| Chapitre | 24 | 11 | 205 | 1 | DIRECTION DU PROTOCOLE D'ETAT                       |
| Chapitre | 24 | 11 | 206 | 1 | DIRECTION DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES         |
| Chapitre | 24 | 11 | 400 | 1 | POSTES DIPLOMATIQUES                                |
| Chapitre | 24 | 11 | 401 | 1 | AMBASSADE DU BENIN A ABIDJAN - POSTES DIPLOMATIQUES |
| Chapitre | 24 | 11 | 402 | 1 | AMBASSADE DU BENIN A ACCRA - POSTES DIPLOMATIQUES   |
| Chapitre | 24 | 11 | 403 | 1 | AMBASSADE DU BENIN A ALGER - POSTES DIPLOMATIQUES   |
| Chapitre | 24 | 11 | 404 | 1 | AMBASSADE DU BENIN A BEIJINJ - POSTES DIPLOMATIQUES |
| Chapitre | 24 | 11 | 405 | 1 | AMBASSADE DU BENIN A BONN - POSTES DIPLOMATIQUES    |
| Chapitre | 24 | 11 | 406 | 1 | AMBASSADE DU BENIN A BRUXELLES - POSTES DIPLOM.     |
| Chapitre | 24 | 11 | 407 | 1 | AMBASSADE DU BENIN A KINSHASA - POSTES DIPLOM.      |
| Chapitre | 24 | 11 | 408 | 1 | AMBASSADE DU BENIN A LAGOS - POSTES DIPLOM.         |
| Chapitre | 24 | 11 | 409 | 1 | AMBASSADE DU BENIN A LA HAVANE - POSTES DIPLOM.     |
| Chapitre | 24 | 11 | 410 | 1 | AMBASSADE DU BENIN A LIBREVILLE - POSTES DIPLOMA.   |
| Chapitre | 24 | 11 | 411 | 1 | AMBASSADE DU BENIN A MOSCOU - POSTES DIPLOM.        |
| Chapitre | 24 | 11 | 412 | 1 | AMBASSADE DU BENIN A NEW-YORK - POSTES DIPLOM.      |
| Chapitre | 24 | 11 | 413 | 1 | AMBASSADE DU BENIN A NIAMEY - POSTES DIPLOMATIQUES  |
| Chapitre | 24 | 11 | 414 | 1 | AMBASSADE DU BENIN A OTTAWA - POSTES DIPLOM.        |
| Chapitre | 24 | 11 | 415 | 1 | AMBASSADE DU BENIN A PARIS - POSTES DIPLOMATIQUES   |
| Chapitre | 24 | 11 | 416 | 1 | DELEGATION PERMANENTE DU BENIN A L'UNESCO           |
| Chapitre | 24 | 11 | 417 | 1 | AMBASSADE DU BENIN A TRIPOLI - POSTES DIPLOMATIQUES |
| Chapitre | 24 | 11 | 418 | 1 | AMBASSADE DU BENIN A WASHINGTON - POSTES DIPLOM.    |
| Chapitre | 25 | 14 | 100 | 1 | CABINET DU MINISTRE - FINANCES                      |
| Chapitre | 25 | 14 | 101 | 1 | INSPECTION GENERALE DES FINANCES                    |
| Chapitre | 25 | 14 | 200 | 1 | DIRECTION DU BUDGET                                 |
| Chapitre | 25 | 14 | 102 | 1 | CONTROLE FINANCIER                                  |
| Chapitre | 25 | 14 | 201 | 1 | DIRECTION DU CONTROLE FINANCIER                     |
| Chapitre | 25 | 14 | 202 | 1 | DIRECTION DE LA SOLDE ET DE LA DETTE VIAGERE        |
| Chapitre | 25 | 14 | 203 | 1 | DIRECTION DES MARCHES PUBLICS ET DU MATERIEL        |
| Chapitre | 25 | 14 | 204 | 1 | DIRECTION GENERALE DES IMPOTS ET DES DOMAINES       |
| Chapitre | 25 | 14 | 205 | 1 | DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA COMPT. PUB.   |
| Chapitre | 25 | 14 | 206 | 1 | DIRECTION DU CONTENTIEUX ET AGENCE JUD. TRESOR      |
| Chapitre | 25 | 19 | 207 | 1 | DIRECTION DU GARAGE CENTRAL ADMINISTRATIF           |
| Chapitre | 25 | 15 | 208 | 1 | DIRECTION DES AFFAIRES MONETAIRES ET BANCAIRES      |
| Chapitre | 25 | 15 | 209 | 1 | DIRECTION DE LA PREVISION                           |
| Chapitre | 25 | 14 | 210 | 1 | DIRECTION GENERALE DES DOUANES ET DROITS INDIR.     |
| Chapitre | 25 | 15 | 211 | 1 | DIRECTION DU CONTROLE DES ASSURANCES                |
| Chapitre | 25 | 17 | 212 | 1 | CENTRE DE FORMATION DU PERS. DE L'ADM. DES FIN.     |
| Chapitre | 25 | 14 | 213 | 1 | DIRECTION GENERALE DU BUDGET ET DU MATERIEL         |
| Chapitre | 25 | 14 | 214 | 1 | DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES ECONOMIQUES         |
| Chapitre | 25 | 65 | 400 | 1 | CENTRE NATIONAL DE FORMATION COMPTABLE              |
| Chapitre | 26 | 30 | 100 | 1 | CABINET DU MINISTRE DE LA JUSTICE ET DE LA LEGISL.  |
| Chapitre | 26 | 30 | 101 | 1 | INSPECTION DES SERVICES JUDICIAIRES                 |
| Chapitre | 26 | 30 | 200 | 1 | DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES ET PENALES           |
| Chapitre | 26 | 30 | 201 | 1 | DIRECTION DE LA LEGISLATION ET DE LA CODIFICATION   |

|          |    |    |     |   |   |
|----------|----|----|-----|---|---|
| Chapitre | 26 | 30 | 202 | 1 | DIRECTION DES AFFAIRES PENIT. ET EDUC. SURVEILLEE   |
| Chapitre | 26 | 30 | 400 | 1 | COUR D'APPEL  |
| Chapitre | 26 | 30 | 401 | 1 | TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE                      |
| Chapitre | 26 | 71 | 402 | 1 | BUREAU SOCIAL                                       |
| Chapitre | 26 | 30 | 403 | 1 | TRIBUNAUX DE CONCILIATION                           |
| Chapitre | 27 | 15 | 100 | 1 | CABINET DU MINISTRE DU PLAN                         |
| Chapitre | 27 | 15 | 200 | 1 | DIRECTION DU PLAN ET DE LA PROSPECTIVE              |
| Chapitre | 27 | 15 | 201 | 1 | INSTITUT NAT. DE LA STAT. ET ANALYSE ECON.          |
| Chapitre | 27 | 15 | 202 | 1 | DIRECTION DE LA COORD. DES RESS. EXTER.             |
| Chapitre | 27 | 15 | 203 | 1 | DIRECTION DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS       |
| Chapitre | 27 | 15 | 204 | 1 | DIRECTION DE LA PLANIF. ET PROMO. INITIATIVES BASE  |
| Chapitre | 27 | 13 | 205 | 1 | DIRECTION DES BOURSES ET DES STAGES                 |
| Chapitre | 27 | 47 | 206 | 1 | DIRECTION DE L'AUDIT ET DE L'ASSISTANCE AUX ENTR.   |
| Chapitre | 27 | 47 | 207 | 1 | DIRECTION DE L'ANALYSE COMPTABLE ET FINANCIERE      |
| Chapitre | 27 | 40 | 208 | 1 | DIRECTION DU CONTROLE ET ASSISTANCE ENTR. PUB.      |
| Chapitre | 27 | 15 | 301 | 1 | DIR. DEPART. DU PLAN ET DE LA STAT. DE L'ATLANT.    |
| Chapitre | 27 | 15 | 302 | 1 | DIR. DEPART. DU PLAN ET DE LA STAT. DE L'OUEME      |
| Chapitre | 27 | 15 | 303 | 1 | DIR. DEPART. DU PLAN ET DE LA STAT. DU MONO         |
| Chapitre | 27 | 15 | 304 | 1 | DIR. DEPART. DU PLAN ET DE LA STATISTIQUE DU ZOU    |
| Chapitre | 27 | 15 | 305 | 1 | DIR. DEPART. DU PLAN ET DE LA STATIST. DU BORGOU    |
| Chapitre | 27 | 15 | 306 | 1 | DIR. DEPART. DU PLAN ET DE LA STAT. DE L'ATACORA    |
| Chapitre | 27 | 15 | 400 | 1 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION ET D'INFORM.       |
| Chapitre | 27 | 47 | 401 | 1 | PROJET BANQUE MOND. D'ASSISTANCE AUX ENTREP.        |
| Chapitre | 28 | 10 | 100 | 1 | CABINET DU MINISTRE CHARGE RELAT. AVEC PARLEM.      |
| Chapitre | 28 | 10 | 200 | 1 | DIR. DES REL. PUBL. ET PROMOT. DE ACTION GOUVER.    |
| Chapitre | 28 | 10 | 201 | 1 | DIRECTION DES AFFAIRES PARLEMENTAIRES               |
| Chapitre | 29 | 69 | 100 | 1 | CABINET DU MINISTRE - EDUCATION NATIONALE           |
| Chapitre | 29 | 69 | 101 | 1 | INSPECTION GENERALE DES SERVICES                    |
| Chapitre | 29 | 60 | 200 | 1 | DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE                |
| Chapitre | 29 | 61 | 201 | 1 | DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE              |
| Chapitre | 29 | 62 | 202 | 1 | DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROF.      |
| Chapitre | 29 | 63 | 203 | 1 | DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR               |
| Chapitre | 29 | 67 | 204 | 1 | DIRECTION DE L'INSPECTION ET DE LA METHODOLOGIE     |
| Chapitre | 29 | 69 | 205 | 1 | DIRECTION DES EXAMENS ET CONCOURS                   |
| Chapitre | 29 | 69 | 206 | 1 | DIRECTION DES BOURSES ET DES EQUIVALENCES DE DIPL.  |
| Chapitre | 29 | 66 | 207 | 1 | DIRECTION DE LA COMMISSION BENIN. POUR L'UNESCO     |
| Chapitre | 29 | 63 | 208 | 1 | DIRECTION DE L'ANALYSE DES PREVISIONS ET SYNTHESSES |
| Chapitre | 29 | 63 | 209 | 1 | DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES                   |
| Chapitre | 29 | 65 | 210 | 1 | COMMISSION NATIONALE D'ETUDES DES EQUIV. DIPLOMES   |
| Chapitre | 29 | 69 | 300 | 1 | DIRECTIONS DEPARTEMENTALES DE L'ENSEIGNEMENT        |
| Chapitre | 29 | 69 | 301 | 1 | DIRECTION DEPART. DE L'ENSEIG. DE L'ATLANTIQUE      |
| Chapitre | 29 | 69 | 302 | 1 | DIRECTION DEPART. DE L'ENSEIG. DE L'ATACORA         |
| Chapitre | 29 | 69 | 303 | 1 | DIRECTION DEPART. DE L'ENSEIG. DU BORGOU            |
| Chapitre | 29 | 69 | 304 | 1 | DIRECTION DEPART. DE L'ENSEIG. DU MONO              |
| Chapitre | 29 | 69 | 305 | 1 | DIRECTION DEPART. DE L'ENSEIG. DE L'OUEME           |
| Chapitre | 29 | 69 | 306 | 1 | DIRECTION DEPART. DE L'ENSEIG. DU ZOU               |
| Chapitre | 29 | 63 | 400 | 1 | UNIVERSITE NATIONALE DU BENIN                       |
| Chapitre | 29 | 63 | 401 | 1 | INSTITUT DES SCIENCES BIO-MEDICALES AVANCEES        |

|          |    |    |     |   |  |
|----------|----|----|-----|---|--|
| Chapitre | 29 | 67 | 402 | 1 | INSTITUT POUR LA FORM. ET LA RECHERCHE EN EDUC.      |
| Chapitre | 29 | 68 | 403 | 1 | CENTRE BENINOIS DE RECHERCHE SCIENT. ET TECHN.       |
| Chapitre | 30 | 89 | 100 | 1 | CABINET DU MINISTRE - TRAVAUX PUBLICS ET TRANSP.     |
| Chapitre | 30 | 80 | 200 | 1 | DIRECTION DES ROUTES ET OUVRAGES D'ART               |
| Chapitre | 30 | 88 | 201 | 1 | DIRECTION DES ETUDES TECHNIQUES                      |
| Chapitre | 30 | 80 | 202 | 1 | DIRECTION DU FONDS ROUTIER                           |
| Chapitre | 30 | 90 | 203 | 1 | DIRECTION DU MATERIEL DES TRAVAUX PUBLICS            |
| Chapitre | 30 | 82 | 204 | 1 | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE                     |
| Chapitre | 30 | 80 | 205 | 1 | DIRECTION DES TRANSPORTS TERRESTRES                  |
| Chapitre | 30 | 83 | 206 | 1 | DIRECTION DE L'AERONAUTIQUE CIVILE                   |
| Chapitre | 30 | 80 | 401 | 1 | COMITE NATIONAL DE SECURITE ROUTIERE                 |
| Chapitre | 31 | 19 | 100 | 1 | CABINET DU MINISTRE - FONCT. PUB. ET REFORME ADM.    |
| Chapitre | 31 | 13 | 201 | 1 | DIRECTION DU PERSONNEL DE L'ETAT                     |
| Chapitre | 31 | 13 | 202 | 1 | DIR. DES ARCHIVES CONTENTIEUX ET AFF. DISCIPL.       |
| Chapitre | 31 | 13 | 203 | 1 | DIRECTION DE LA FORM. PROF. DES EXAMENS ET CONC.     |
| Chapitre | 31 | 10 | 204 | 1 | DIRECTION DE LA REFORME DE L'ORGAN. ET METH.         |
| Chapitre | 32 | 69 | 100 | 1 | CABINET DU MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COM.        |
| Chapitre | 32 | 66 | 200 | 1 | DIRECTION DE L'ALPHABETISATION                       |
| Chapitre | 32 | 66 | 201 | 1 | DIRECTION DU PATRIMOINE CULTUREL                     |
| Chapitre | 32 | 66 | 202 | 1 | DIRECTION DE LA PROMOTION ARTISTIQUE ET CULT.        |
| Chapitre | 32 | 66 | 203 | 1 | DIRECTION DE LA PRESSE ECRITE                        |
| Chapitre | 32 | 66 | 204 | 1 | DIRECTION DE LA PRESSE AUDIOVISUELLE                 |
| Chapitre | 32 | 66 | 205 | 1 | CENTRE DE DOCUMENTATION DES SERVICES DE L'INFO.      |
| Chapitre | 32 | 85 | 206 | 1 | DIRECTION DE LA POLITIQUE DES POSTES ET TELECOM.     |
| Chapitre | 32 | 66 | 300 | 1 | CENTRES DEPARTEMENTAUX DE L'INFORMATION              |
| Chapitre | 32 | 66 | 400 | 1 | AGENCE BENIN PRESSE                                  |
| Chapitre | 32 | 66 | 401 | 1 | BUREAU BENINOIS DES DROITS D'AUTEURS                 |
| Chapitre | 33 | 49 | 100 | 1 | CABINET DU MINISTRE DE L'INDUS. ET DES P. M. E.      |
| Chapitre | 33 | 40 | 200 | 1 | DIRECTION DE L'INDUSTRIE                             |
| Chapitre | 33 | 47 | 201 | 1 | DIRECTION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES        |
| Chapitre | 33 | 43 | 202 | 1 | DIRECTION DE L'ARTISANAT                             |
| Chapitre | 33 | 40 | 400 | 1 | CENTRE NATIONAL DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE         |
| Chapitre | 33 | 47 | 401 | 1 | CENTRE DE PERFECT. ET D'ASSISTANCE EN GESTION        |
| Chapitre | 33 | 43 | 402 | 1 | CENTRE DE PROMOTION DE L'ARTISANAT                   |
| Chapitre | 34 | 99 | 100 | 1 | CABINET DU MINISTRE - ENVIR. HABITAT ET URBAN.       |
| Chapitre | 34 | 90 | 101 | 1 | INSPECTION GENERALE                                  |
| Chapitre | 34 | 90 | 200 | 1 | DIRECTION DE L'URBANISME ET DE L'ASSAINISSEMENT      |
| Chapitre | 34 | 91 | 201 | 1 | DIRECTION DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION         |
| Chapitre | 34 | 90 | 202 | 1 | DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE             |
| Chapitre | 34 | 94 | 203 | 1 | DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT                         |
| Chapitre | 34 | 90 | 301 | 1 | DIRECTION DEPART. ENVIR. HAB. ET URBAN. - OUEME      |
| Chapitre | 34 | 94 | 302 | 1 | DIRECTION DEPART. ENVIR. HAB. ET URBAN. - ATLANTIQUE |
| Chapitre | 34 | 94 | 303 | 1 | DIRECTION DEPART. ENVIR. HAB. ET URBAN. - MONO       |
| Chapitre | 34 | 94 | 304 | 1 | DIRECTION DEPART. ENVIR. HAB. ET URBAN. - ZOU        |
| Chapitre | 34 | 94 | 305 | 1 | DIRECTION DEPART. ENVIR. HAB. ET URBAN. - BORGOU     |
| Chapitre | 34 | 94 | 306 | 1 | DIRECTION DEPART. ENVIR. HAB. ET URBAN. - ATACORA    |
| Chapitre | 34 | 90 | 400 | 1 | INSTITUT GEOGRAPHIQUE NATIONAL                       |
| Chapitre | 35 | 79 | 100 | 1 | CABINET DU MINISTRE - TRAVAIL EMPLOI ET AFF. SOC.    |

|          |    |    |     |   |  |
|----------|----|----|-----|---|--|
| Chapitre | 35 | 73 | 200 | 1 | DIRECTION DU TRAVAIL                                 |
| Chapitre | 35 | 71 | 201 | 1 | DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES                      |
| Chapitre | 35 | 73 | 202 | 1 | DIRECTION DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI                |
| Chapitre | 35 | 73 | 203 | 1 | DIRECTION DE LA FORMATION PROF. CONTINUE             |
| Chapitre | 35 | 73 | 300 | 1 | DIRECTIONS DEPART. DU TRAVAIL ET AFF. SOCIALES       |
| Chapitre | 35 | 65 | 400 | 1 | CENTRE DE PERFECT. DU PERS. DES ENTREP.              |
| Chapitre | 35 | 65 | 401 | 1 | INSTITUT DE FORMATION SOCIALE ECON. ET CIVIQUE       |
| Chapitre | 36 | 79 | 100 | 1 | CABINET DU MINISTRE DE LA SANTE                      |
| Chapitre | 36 | 70 | 200 | 1 | DIRECTION DE LA PROTECTION SANITAIRE                 |
| Chapitre | 36 | 70 | 201 | 1 | DIRECTION DES PHARMACIES ET DES LABORATOIRES         |
| Chapitre | 36 | 79 | 202 | 1 | DIRECTION DES INFRASTR. DE L'EQUIP. ET MAINTENANCE   |
| Chapitre | 36 | 70 | 203 | 1 | DIRECTION DE L'HYGIENE ET DE L'ASSAINISSEMENT        |
| Chapitre | 36 | 70 | 301 | 1 | DIRECTION DEPART. DE LA SANTE DE L'OUEME             |
| Chapitre | 36 | 70 | 302 | 1 | DIRECTION DEPART. DE LA SANTE DE L'ATLANTIQUE        |
| Chapitre | 36 | 70 | 303 | 1 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SANTE DU MONO         |
| Chapitre | 36 | 70 | 304 | 1 | DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SANTE DU ZOU          |
| Chapitre | 36 | 70 | 305 | 1 | DIRECTION DEPART. DE LA SANTE DU BORGOU              |
| Chapitre | 36 | 70 | 306 | 1 | DIRECTION DEPART. DE LA SANTE DE L'ATACORA           |
| Chapitre | 36 | 70 | 400 | 1 | COMITE DE LUTTE CONTRE L'ONCHOCERCOSE                |
| Chapitre | 37 | 49 | 100 | 1 | CABINET DU MINISTRE ENERGIE MINES ET HYDRAUL.        |
| Chapitre | 37 | 42 | 200 | 1 | DIRECTION DE L'ENERGIE                               |
| Chapitre | 37 | 93 | 201 | 1 | DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE                           |
| Chapitre | 37 | 41 | 400 | 1 | OFFICE BENINOIS DES MINES                            |
| Chapitre | 38 | 44 | 100 | 1 | CABINET DU MINISTRE - COM. ART. ET TOURISME          |
| Chapitre | 38 | 44 | 200 | 1 | DIRECTION DU COMMERCE INTERIEUR                      |
| Chapitre | 38 | 44 | 201 | 1 | DIRECTION DU COMMERCE EXTERIEUR                      |
| Chapitre | 38 | 44 | 202 | 1 | DIRECTION DE LA QUALITE ET INSTR. DE MESURES         |
| Chapitre | 38 | 15 | 203 | 1 | DIRECTION DE LA CONCURRENCE ET DES PRIX              |
| Chapitre | 38 | 45 | 204 | 1 | DIRECTION DU TOURISME ET DE L'HOTELLERIE             |
| Chapitre | 38 | 44 | 300 | 1 | DIR. DEPART. DU COM. ET DU TOURISME                  |
| Chapitre | 38 | 44 | 400 | 1 | CENTRE BENINOIS DU COMMERCE EXTERIEUR                |
| Chapitre | 39 | 59 | 100 | 1 | CABINET DU MINISTRE - DEVELOPPEMENT RURAL            |
| Chapitre | 39 | 50 | 200 | 1 | DIRECTION DE L'AGRICULTURE                           |
| Chapitre | 39 | 55 | 201 | 1 | DIRECTION DE LA PROM. ET DE LA LEGISL. RURALE        |
| Chapitre | 39 | 51 | 202 | 1 | DIRECTION DU GENIE RURAL                             |
| Chapitre | 39 | 50 | 203 | 1 | DIRECTION DU CONTROLE ET DU CONDIR. DES PROD.        |
| Chapitre | 39 | 52 | 204 | 1 | DIRECTION DE L'ELEVAGE                               |
| Chapitre | 39 | 54 | 205 | 1 | DIRECTION DES PECHES                                 |
| Chapitre | 39 | 50 | 206 | 1 | DIRECTION DE LA PROMOTION DES EXPL. AGRIC.           |
| Chapitre | 39 | 58 | 207 | 1 | DIRECTION DE L'ALIMENT. ET DE LA NUTRITION APPL.     |
| Chapitre | 39 | 58 | 208 | 1 | INSTITUT NAT. DE RECHERCHES AGRICOLES DU BENIN       |
| Chapitre | 39 | 53 | 209 | 1 | DIRECTION DES FORETS ET DES RESS. NATURELLES         |
| Chapitre | 39 | 59 | 210 | 1 | DIRECTION DE L'ANALYSE, DE LA PREV. ET DE LA SYNT.   |
| Chapitre | 39 | 57 | 211 | 1 | DIR. DES RESS. HUM. FORM. VULG. ANAL. PREV. ET SYNT. |
| Chapitre | 39 | 50 | 400 | 1 | CENTRE HORTICOLE ET NUTRITIONNEL DE OUANDO           |
| Chapitre | 39 | 71 | 401 | 1 | CAMPAGNE MONDIALE CONTRE LA FAIM                     |
| Chapitre | 39 | 50 | 402 | 1 | CARDER ATACORA                                       |
| Chapitre | 39 | 50 | 403 | 1 | CARDER ATLANTIQUE                                    |

|          |    |    |     |   |   |
|----------|----|----|-----|---|---|
| Chapitre | 39 | 50 | 404 | 1 | CARDER BORGOU                                     |
| Chapitre | 39 | 50 | 405 | 1 | CARDER MONO                                       |
| Chapitre | 39 | 50 | 406 | 1 | CARDER OUEME                                      |
| Chapitre | 39 | 50 | 407 | 1 | CARDER ZOU  |
| Chapitre | 40 | 64 | 100 | 1 | CABINET DU MINISTRE DE LA JEUN. ET DES SPORTS     |
| Chapitre | 40 | 64 | 200 | 1 | DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS           |
| Chapitre | 40 | 64 | 201 | 1 | DIRECTION NATIONALE DES SPORTS                    |
| Chapitre | 40 | 64 | 301 | 1 | DIR. DEPART. DE LA JEUN. ET DES SPORTS ATLANTIQUE |
| Chapitre | 40 | 64 | 302 | 1 | DIR. DEPART. DE LA JEUN. ET DES SPORTS ATACORA    |
| Chapitre | 40 | 64 | 303 | 1 | DIR. DEPART. DE LA JEUN. ET DES SPORTS BORGOU     |
| Chapitre | 40 | 64 | 304 | 1 | DIR. DEPART. DE LA JEUN. ET DES SPORTS DU MONO    |
| Chapitre | 40 | 64 | 305 | 1 | DIR. DEPART. DE LA JEUN. ET DES SPORTS DE L'OUEME |
| Chapitre | 40 | 64 | 306 | 1 | DIR. DEPART. DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DU ZOU  |
| Chapitre | 40 | 64 | 400 | 1 | COMITE NATIONAL OLYMPIQUE ET SPORTIF BENINOIS     |
| Chapitre | 51 | 02 | 001 | 1 | DEPENSES COMMUNES ADMINISTRATION GENERALE         |
| Chapitre | 51 | 69 | 002 | 1 | DEPENSES COMMUNES EDUCATION                       |

## ANNEXE 2

### LISTE DES CHAPITRES DONT LES CREDITS SONT EVALUATIFS POUR 1994

| CHAPITRES |    |    |     |   |                              |
|-----------|----|----|-----|---|------------------------------|
| Chapitre  | 54 | 11 | 001 | 3 | ORGANISMES INTERNATIONAUX    |
| Chapitre  | 54 | 69 | 001 | 1 | DEPENSES COMMUNES EDUCATION  |
| Chapitre  | 54 | 03 | 001 | 2 | DEPENSES DIVERSES            |
| Chapitre  | 54 | 02 | 001 | 1 | SERVICES DE L'ADMINISTRATION |
| Chapitre  | 54 | 71 | 001 | 3 | ACTION SOCIALE               |
| Chapitre  | 54 | 02 | 002 | 1 | DEPENSES COMMUNES            |